

**A TOUS LES MEMBRES DU FONDS
SOCIAL METAUX**

Bruxelles, 5 février 2020

Madame, Monsieur,

Concerne : Intervention financière du Fonds Social pour l'employeur en faveur de l'emploi et de la formation des groupes à risque entre le 1er janvier 2019 et le 31 décembre 2020.

En application de la Convention Collective du Travail conclue le 30 octobre 2013 dans le secteur de la récupération des métaux, le Conseil d'Administration du fonds Social pour les Entreprises des métaux a fixé la procédure suivante à appliquer par les entreprises qui prennent des mesures en faveur de la formation et de l'emploi et désirent bénéficier des avantages prévus ci-dessous.

1. Dispositions générales

- a) les entreprises qui prennent des initiatives de formation visant des groupes à risque comme décrit au paragraphe 2 et organisées par des entreprises en collaboration ou non avec des institutions d'enseignement ou instituts de formation peuvent également bénéficier d'une intervention du Fonds Social des Entreprises pour la Récupération des Métaux. L'attribution de l'intervention financière est décidée dossier par dossier par le Conseil d'Administration du Fonds Social. L'intervention financière est un forfait attribué mensuellement, pendant maximum 2 ans. Le montant de cette intervention forfaitaire est déterminé annuellement par le Conseil d'Administration du Fonds Social. Pour les années 2019 - 2020, l'indemnité forfaitaire est fixée à 95,00€ par mois pendant maximum 24 mois.
- b) les entreprises qui en 2019 - 2020 assurent la formation du remplaçant d'un prépensionné appartenant de préférence aux groupes à risque, reçoivent du Fonds de Sécurité d'Existence une indemnité forfaitaire fixée à 190,00€ par mois pendant maximum 24 mois.
- c) les entreprises doivent expédier au secrétariat du Fonds Social un document signé par l'employeur et par la délégation syndicale (dans les cas échéant) dans lequel il déclare la formation qui a été donnée ainsi que la spécification de la formation et la durée de celle-ci.

2. Les groupes à risque sont ceux repris ci-dessous :

1. Les demandeurs d'emploi de longue durée ou les demandeurs d'emploi qui ont suivi le plan d'accompagnement:
 - 1) le demandeur d'emploi qui, pendant les douze mois qui précèdent son engagement, a bénéficié sans interruption d'allocations de chômage ou d'attente pour tous les jours de la semaine;
 - 2) le demandeur d'emploi qui, pendant les douze mois qui précèdent son engagement, a bénéficié sans interruption d'allocations de chômage selon les dispositions de l'article 171 *nonies* de l'A.R. du 20 décembre 1963 relatif à l'emploi et au chômage.

Le Ministre de l'Emploi, Travail et Concertation Sociale détermine ce qu'il faut entendre par « interruption » pour l'application du 1° et 2° du présent paragraphe.

2. Les personnes victimes d'un handicap au travail

La personne victime d'un handicap au travail est le demandeur d'emploi qui, au moment de son engagement est enregistré au Fonds national de reclassement social des handicapés ;

3. Les jeunes en formation (en alternance)
4. Les personnes qui réintègrent le marché de l'emploi

La personne qui réintègre le marché de l'emploi est le demandeur d'emploi qui remplit simultanément les conditions suivantes:

- i. ne pas avoir bénéficié d'allocations de chômage ou d'allocations d'interruption de carrière au cours de la période de trois ans qui précède son engagement;
 - ii. ne pas avoir exercé une activité professionnelle au cours de la période de trois ans qui précède son engagement;
 - iii. avoir, avant la période de trois ans visée au 1° et 2°, interrompu son activité professionnelle, ou n'avoir jamais commencé une telle activité.
5. Les bénéficiaires de revenus d'intégration
Le bénéficiaire de revenus d'intégration est le demandeur d'emploi qui, au moment de son engagement, bénéficie sans interruption depuis au moins six mois du minimum de revenus d'intégration;
 6. Les demandeurs d'emploi ou les ouvriers peu qualifiés (sans diplôme ou certificat de l'enseignement secondaire supérieur).
 7. Les demandeurs d'emploi de 45 ans et plus;
 8. Les ouvriers qui sont confrontés à un licenciement multiple, une restructuration ou à l'introduction de nouvelles technologies
 9. Les ouvriers de 45 ans et plus.
 10. Les personnes n'ayant pas la nationalité d'un Etat membre de l'Union européenne ou dont au moins un parent ne possède pas la nationalité d'un Etat membre de l'UE ou ne la possédait pas au moment de son décès, ou dont minimum deux grands-parents ne la possèdent pas ou ne la possédaient pas lors de leur décès
 11. Les demandeurs d'emploi en statut de réinsertion.

3. Procédure :

1. L'intervention ne sera accordée qu'aux personnes appartenant aux groupes à risque, **à condition qu'elles soient engagées pour une durée indéterminée**. Les demandes pour l'année 2019 sont à rentrer au plus tard le **31 mars 2020**, celles de l'année 2020 sont à rentrer au plus tard le **31 mars 2021**. La demande sera adressée au Conseil d'Administration des Métaux, par voie postale – Esplanade 1 - bte 87 à 1020 Bruxelles – ou par email à info.fonds142@denuo.be , qui jugera du bien fondé de la demande.

Les demandes sont regroupées tous les deux ans et soumises à l'approbation du Conseil d'administration du Fonds. Par exemple, les dossiers concernant les années 2019 et 2020 seront présentés au Conseil d'administration en 2021 et, s'ils sont approuvés, les primes seront payées en 2021. Lorsque le dossier est approuvé, le paiement de la prime s'effectue en fonction des moyens disponibles dans le Fonds.

Sachant que les primes sont payées par mois d'emploi de la personne appartenant aux groupes à risque, il est nécessaire de bien stipuler dans la demande si la personne est toujours en service dans l'entreprise ou le cas échéant, la date de départ du travailleur. Vu que le paiement des primes est échelonné sur une période de 24

mois, il se peut que le secrétariat du Fonds social prenne contact avec l'entreprise pour savoir si le travailleur concerné est encore en service.

2. Contenu de la demande :

→ **Contenu pour toutes les demandes :**

Expédition au secrétariat du fonds social d'un dossier reprenant les documents suivants:

- copie du contrat de travail afin de prouver que le travailleur est engagé sous un contrat à durée indéterminée;
- copie de la déclaration trimestrielle à l'O.N.S.S. du trimestre précédent le trimestre dans lequel l'embauche a eu lieu
OU
copie de la déclaration Dimona fichier du personnel pour pouvoir prouver la date d'entrée en service ;
- copie des déclarations trimestrielles à l'O.N.S.S. couvrant la période pendant laquelle le contrat de travail est d'application
OU
copie de la déclaration Dimona fichier du personnel pour pouvoir prouver la date de sortie ;

→ **Contenu supplémentaire en fonction des catégories de groupe à risque**

Expédition au secrétariat du fonds social d'un dossier reprenant les documents suivants:

1. dans le cadre de la formation d'un remplaçant d'un prépensionné par un chercheur d'emploi des groupes à risque:
 - un plan de formation/éducation qui est développé pour mener le remplaçant (appartenant au groupe à risque) jusqu'à une classification minimale d'un « ouvrier spécialisé ».
 - une copie du formulaire C4 prépension dûment rempli;
 - une attestation de l'O.N.E.M. que le remplaçant repris dans la rubrique III du formulaire C4 fait partie du groupe à risque comme prévu dans le paragraphe deux;
 - une copie des déclarations trimestrielles à l'O.N.S.S. pour toute la période pendant laquelle le remplaçant repris dans la rubrique III du formulaire C4 prépension est sous contrat de travail à partir de son embauche jusqu'à ce que deux ans soient révolus.
2. dans le cadre de la formation des demandeurs d'emploi de longue durée, des demandeurs d'emploi qui ont suivi le plan d'accompagnement, des personnes qui réintègrent le marché de l'emploi, des demandeurs d'emploi de 45 ans et plus et des demandeurs d'emploi en statut de réinsertion :
 - une attestation de l'O.N.E.M. (formulaire C63) ou du VDAB, du FOREM ou d'ACTIRIS (formulaire A63)
3. dans le cadre de la formation de personnes victimes d'un handicap au travail :
 - une attestation d'enregistrement auprès du Fonds national de reclassement social des handicapés

4. dans le cadre de la formation des élèves en apprentissage (partiel) :
 - une attestation de l'école prouvant que le travailleur est en apprentissage partiel
5. dans le cadre de la formation des travailleurs bénéficiant de revenus d'intégration :
 - une attestation pouvant que le demandeur d'emploi, au moment de son engagement, bénéficie sans interruption depuis au moins six mois de revenus d'intégration
6. dans le cadre de la formation des demandeurs d'emploi et ouvriers peu qualifiés (sans diplôme ou certificat de l'enseignement secondaire supérieur) :
 - une attestation de l'école ou du secrétariat de formation des classes moyennes ou encore une attestation sur l'honneur signée par le travailleur indiquant son niveau scolaire (voir en annexe).
7. dans le cadre de la formation des ouvriers qui sont confrontés à un licenciement multiple, une restructuration ou à l'introduction de nouvelles technologies :
 - la « carte B » délivrée par l'ONEM

4. **Le Fonds social se réserve le droit de demander à l'employeur des documents complémentaires.**

5. **Toute information complémentaire peut être obtenue auprès du secrétariat du Fonds Social - téléphone : 02/474.07.26.**

Cordialement,

Stany VAES

Approuvé par le Conseil d'administration du Fonds social des entreprises pour la récupération des métaux le 16 septembre 2011.

Remarque : Les données personnelles que vous fournissez via ce formulaire sont traitées par le Fonds social des entreprises pour la récupération des métaux. Ces données personnelles sont traitées conformément aux dispositions du Règlement Général Européen sur la Protection des Données (RGPD) du 27 avril 2016. Le Fonds social traite les données personnelles dans le cadre de son obligation légale du versement d'avantages sociaux, le financement de la formation professionnelle et de la sécurité et la santé des salariés. Les données personnelles sont collectées et conservées aussi longtemps que cela est nécessaire et pendant au moins 7 ans. Vous avez le droit de demander l'accès à vos propres données personnelles. Vous pouvez demander vos propres données personnelles, les consulter et, si nécessaire, les faire corriger. Vous pouvez toujours exercer vos droits via privacy@denuo.be.

Vous pouvez consulter plus d'informations sur notre politique en matière de protection des données personnelles via notre déclaration de confidentialité sur denuo.be/fr/politique-de-protection-de-la-vie-privee-du-fonds-social-14201.